

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Eugène-de-Ladrière

Code géographique : 10075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Madame Christiane Berger, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Eugène-de-Ladrière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

1

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés
287 rue Pierre-Saindon
Bureau 402
Rimouski (Québec)G5L 9A7

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A117960

DATE 2016-04-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	535 277	539 288			539 288	414 399
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 277	60 169			60 169	79 534
Quotes-parts	3						
Transferts	4	307 760	203 319			203 319	208 913
Services rendus	5	85 420	85 565			85 565	86 607
Imposition de droits	6	2 400	6 986			6 986	4 214
Amendes et pénalités	7	900	951			951	2 765
Intérêts	8	3 900	8 072			8 072	9 327
Autres revenus	9	3 500	8 538			8 538	7 474
	10	1 000 434	912 888			912 888	813 233
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		60 058			60 058	62 986
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		60 058			60 058	62 986
	18	1 000 434	972 946			972 946	876 219
Charges							
Administration générale	19	143 363	130 717	2 652		133 369	126 360
Sécurité publique	20	79 766	82 123	16 297		98 420	71 977
Transport	21	174 854	185 380	121 946		307 326	297 871
Hygiène du milieu	22	68 408	68 153	58 404		126 557	116 224
Santé et bien-être	23	1 000	502			502	704
Aménagement, urbanisme et développement	24	53 094	52 690			52 690	56 455
Loisirs et culture	25	15 502	13 773	9 400		23 173	57 781
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	26 334	22 547			22 547	27 762
Amortissement des immobilisations	28	202 650	208 699	(208 699)			
	29	764 971	764 584			764 584	755 134
Excédent (déficit) de l'exercice	30	235 463	208 362			208 362	121 085

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	235 463	208 362	121 085
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 60 058 ) (	) ( 62 986)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	235 463	148 304	58 099
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	202 650	208 699	201 068
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	202 650	208 699	201 068
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		2 000	
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		2 000	
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	318 689 ) (	244 034 ) (	202 204)
	18	(318 689)	(244 034)	(202 204)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	169 280 ) (	48 149 ) (	7 459)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	47 200	60 793	40 933
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 656		
Réserves financières et fonds réservés	22		(5 000)	11 129
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23		(2 534)	(2 536)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	(119 424)	5 110	42 067
	26	(235 463)	(28 225)	40 931
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		120 079	99 030

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1		60 058	62 986
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Acquisition				
Administration générale	2	()	()	()
Sécurité publique	3	129 090	347 579	7 459
Transport	4	23 930	64 427	98 022
Hygiène du milieu	5	()	()	()
Santé et bien-être	6	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()
Loisirs et culture	8	16 260	43 780	()
Réseau d'électricité	9	()	()	()
	10	169 280	455 786	105 481
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	11	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	12	()	()	()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement 13				
Affectations				
Activités de fonctionnement	14	169 280	48 149	7 459
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	15		299 884	
Excédent de fonctionnement affecté	16			
Réserves financières et fonds réservés	17			35 036
	18	169 280	348 033	42 495
	19		(107 753)	(62 986)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(47 695)	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	145 858	141 379	153 800
Charges sociales	2	18 056	17 685	19 287
Biens et services	3	274 673	279 689	298 786
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	26 334	22 547	27 762
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8			
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	61 450	60 455	46 663
Autres	10			7 768
Autres organismes	11	35 950	34 130	
Amortissement des immobilisations	12	202 650	208 699	201 068
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	764 971	764 584	755 134

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	535 277	539 288	414 399
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 277	60 169	79 534
Quotes-parts	3			
Transferts	4	307 760	263 377	271 899
Services rendus	5	85 420	85 565	86 607
Imposition de droits	6	2 400	6 986	4 214
Amendes et pénalités	7	900	951	2 765
Intérêts	8	3 900	8 072	9 327
Autres revenus	9	3 500	8 538	7 474
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	1 000 434	972 946	876 219
Charges				
Administration générale	12	146 015	133 369	126 360
Sécurité publique	13	91 273	98 420	71 977
Transport	14	306 955	307 326	297 871
Hygiène du milieu	15	116 309	126 557	116 224
Santé et bien-être	16	1 000	502	704
Aménagement, urbanisme et développement	17	53 094	52 690	56 455
Loisirs et culture	18	23 991	23 173	57 781
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	26 334	22 547	27 762
	21	764 971	764 584	755 134
Excédent (déficit) de l'exercice	22	235 463	208 362	121 085
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		3 326 644	3 205 559
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		3 326 644	3 205 559
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		3 535 006	3 326 644

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	235 463	208 362	121 085
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	169 280 ) (	455 786 ) (	105 481)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	202 650	208 699	201 068
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	33 370	(247 087)	95 587
Variation des propriétés destinées à la revente	8		2 000	
Variation des stocks de fournitures	9		3 048	5 908
Variation des autres actifs non financiers	10			1 609
	11		5 048	7 517
	12	268 833	(33 677)	224 189
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	268 833	(33 677)	224 189
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(18 876)	(243 065)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(18 876)	(243 065)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(52 553)	(18 876)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	243 713	413 775
Placements temporaires	2		254 006
Débiteurs (note 5)	3	185 588	163 863
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	429 301	831 644
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	30 704	46 337
Revenus reportés (note 12)	13		
Dette à long terme (note 13)	14	451 150	804 183
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	481 854	850 520
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(52 553)	(18 876)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	3 583 480	3 336 393
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	1 998	3 998
Stocks de fournitures	20	1 398	4 446
Autres actifs non financiers (note 17)	21	683	683
	22	3 587 559	3 345 520
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	3 535 006	3 326 644

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de l'exercice	1 208 362	121 085
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement	2 208 699	201 068
Autres		
-	3 -	
-	4 -	
	5 417 061	322 153
Variation nette des éléments hors caisse		
Débiteurs	6 (21 725)	27 381
Autres actifs financiers	7	
Créditeurs et charges à payer	8 (15 633)	3 337
Revenus reportés	9	
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	
Propriétés destinées à la revente	11 2 000	
Stocks de fournitures	12 3 048	5 908
Autres actifs non financiers	13	1 609
	14 384 751	360 388
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition	15 (455 786)	(105 481)
Produit de cession	16	
	17 (455 786)	(105 481)
Activités de placement		
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales		
Émission ou acquisition	18 ()	()
Remboursement ou cession	19	
Autres placements de portefeuille		
Acquisition	20 ()	()
Cession	21	
Variation nette des placements temporaires	22	
	23	
Activités de financement (note 23)		
Émission de dettes à long terme	24	
Remboursement de la dette à long terme	25 (353 033)	(308 404)
Variation nette des emprunts temporaires	26	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	
Autres		
-	28	
-	29	
	30 (353 033)	(308 404)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31 (424 068)	(53 497)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32 667 781	721 278
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33 243 713	667 781

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière est constituée en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

La Municipalité utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Les revenus et dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Le produit de cession d'actifs immobilisés est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Municipalité, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente et la durée d'utilité des immobilisations.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Passifs

S.O.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût propre. La valeur de réalisation nette représente le prix de vente estimé des propriétés destinées à la revente moins les coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation, le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé pour les stocks, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures

Hygiène du milieu:

Réseau d'égoûts	40 ans
Conduite d'aqueduc	40 ans
Traitement de l'eau	40 ans
Dépotoirs	40 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Transport :	
Chemins, trottoirs et rues	40 ans
Surfaçage d'origine ou majeur	15 ans
Système d'éclairage	20 ans
Aménagement de parcs publics	20 ans
Bâtiments	
Administration - Édifices administratifs	40 ans
Transports - Atelier, garage et entrepôt	40 ans
Améliorations locatives	20 ans
Autres	20 ans
Matériel roulant	
Automobiles	10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Véhicule de sécurité publique	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	
Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans
Équipement et outillage	
Équipement de transport	20 ans
Équipement de sécurité publique	10 ans

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par l'organisme, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. L'organisme comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

-Appariement fiscal pour revenus de transfert

Pour le redressement de 2013, sans financement à long terme en attendant les transferts : au fur et à mesure de la constatation du revenu de transfert.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

La préparation des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
<hr/>			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	29 915	20 581
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	115 331	115 654
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	30 638	13 210
Organismes municipaux	8		9 101
Autres			
-	9	9 704	5 317
-	10		
	11	185 588	163 863
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
<hr/>			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
<hr/>			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)	
	27	_____	
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	_____	
Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.			
Note			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
11. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	24 148	38 742
Salaires et avantages sociaux	38	4 106	3 173
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Intérêts courus	43	2 450	4 422
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	30 704	46 337
Note			
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50		
Autres			
-	51		
-	52		
	53		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015		2014	
13. Dette à long terme				
	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>	
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>
Obligations et billets en monnaie canadienne	2,00	3,92	2017	2020
				54
Obligations et billets en monnaies étrangères				55
Gains (pertes) de change reportés				56
				57
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises				58
Organismes municipaux				59
Obligations découlant de contrats de location-acquisition				60
Autres				61
				451 150
				804 183
				62
				451 150
				804 183
Frais reportés liés à la dette à long terme				63
				() ()
				64
				451 150
				804 183

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>	
2016	65	73	81	90	144 102
2017	66	74	82	91	145 848
2018	67	75	83	92	112 100
2019	68	76	84	93	28 500
2020	69	77	85	94	20 600
2021 et +	70	78	86	95	103
	71	79	87	96	451 150
Intérêts et frais accessoires			88	105	() ()
	72	80	89	97	451 150
				106	451 150

Note

	2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	115 822
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(168 375)
Autres	109	
	110	(52 553)
		(18 876)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111		139		166		193	
Eaux usées	112	1 917 068	140		167		194	1 917 068
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	2 225 873	141	64 427	168	838	195	2 289 462
Autres	114	72 438	142		169		196	72 438
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	321 703	144	43 780	171		198	365 483
Améliorations locatives	117	4 273	145		172		199	4 273
Véhicules	118	909 313	146		173		200	909 313
Ameublement et équipement de bureau	119	38 556	147		174		201	38 556
Machinerie, outillage et équipement divers	120	146 708	148		175	(838)	202	147 546
Terrains	121	10 784	149		176		203	10 784
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>5 646 716</u>	151	<u>108 207</u>	178		205	<u>5 754 923</u>
Immobilisations en cours	124		152	347 579	179		206	347 579
	125	<u>5 646 716</u>	153	<u>455 786</u>	180		207	<u>6 102 502</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181		208	
Eaux usées	127	686 508	155	47 900	182	(1 058)	209	735 466
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	795 974	156	90 017	183		210	885 991
Autres	129	60 552	157	3 622	184	1 058	211	63 116
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	173 583	159	11 863	186		213	185 446
Améliorations locatives	132	2 137	160	214	187		214	2 351
Véhicules	133	422 195	161	44 744	188		215	466 939
Ameublement et équipement de bureau	134	37 338	162	609	189		216	37 947
Machinerie, outillage et équipement divers	135	132 036	163	9 730	190		217	141 766
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>2 310 323</u>	165	<u>208 699</u>	192		219	<u>2 519 022</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>3 336 393</u>					220	<u>3 583 480</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	1 998	3 998
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234	1 998	3 998
<hr/>			
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	1 998	3 998

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	683	683
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	683	683

Note**18. Obligations contractuelles**

S.O.

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Protection de l'environnement

Les activités de la Municipalité sont assujetties à un large éventail de lois et de règlements généraux et sectoriels sur l'environnement en ce qui a trait à l'évacuation des eaux usées, à la gestion des déchets solides et dangereux, à la protection de la faune et de la flore et à la décontamination des lieux.

La conformité à ces lois et règlements est un facteur fondamental dans la Municipalité, et, elle engage et prévoit continuer à engager des frais considérables liés aux immobilisations corporelles et à l'exploitation de façon à continuer de s'y conformer.

En outre, le fait de ne pas se conformer aux règlements et aux lois applicables au chapitre de la sécurité et de l'environnement, de même qu'aux exigences en matière de permis, pourrait lui valoir des sanctions pénales ou civiles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

21. Données budgétaires

Les chiffres présentés au budget ont été adoptés par le conseil de la Ville à sa séance du 14 décembre 2014 et transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de révision suite à des résolutions du conseil au cours de l'exercice 2015 mais ne sont pas reflétés dans la colonne budget.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	243 713	413 775
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		254 006
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	243 713	667 781

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278		
Supportant les engagements de prêts	279		
Supportant les garanties de prêts	280		
	281		

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	<hr/> 292 <hr/>
---	-----------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 349 243	542 640
Excédent de fonctionnement affecté	2 53 312	100 512
Réserves financières et fonds réservés	3 7 030	2 030
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 ((38 788)) ((36 254))	
Financement des investissements en cours	5 (47 695)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 3 134 328	2 645 208
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 3 535 006	3 326 644
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 349 243	542 640
Organismes contrôlés	10	
	11 349 243	542 640
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Remboursement DLT	12 33 141	33 141
- Matières résiduelles	13 20 171	20 171
- Budget 2015	14	47 200
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21 53 312	100 512
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 53 312	100 512
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Égoût	27 6 122	1 122
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32 6 122	1 122
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Aqueduc et voirie	41 908	908
-	42	
-	43	
-	44	
	45 908	908
	46 7 030	2 030

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 (2 692) ()	(4 037)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ((41 480)) ()	((40 291))
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
	61 ((38 788)) ()	((36 254))
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 ((38 788)) ()	((36 254))
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (47 695) ()	()
	67 (47 695)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 3 583 480	3 336 393
Propriétés destinées à la revente	69 1 998	3 998
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 3 585 478	3 340 391
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 451 150	804 183
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	(109 000)
	79 451 150	695 183
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 451 150	695 183
	82 3 134 328	2 645 208

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	93 _____	_____

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	2015	2014
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96 _____	_____

Description du régime
S/O

	2015	2014
Cotisations des élus au RREM	97 _____	_____
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98 _____	_____
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99 _____	_____
	100 _____	_____

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	451 150
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	47 695
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	33 141
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	168 375
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	297 329
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	297 329
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	297 329
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	297 329
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	376 604	377 645	244 186
Taxes spéciales				
Service de la dette	2	80 399	81 300	90 348
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	457 003	458 945	334 534
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	8 371	8 671	8 502
Matières résiduelles	13	35 471	35 675	34 947
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		1 703	1 888
Service de la dette	18	34 432	34 294	34 449
Activités de fonctionnement	19			79
Activités d'investissement	20			
	21	78 274	80 343	79 865
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	78 274	80 343	79 865
	26	535 277	539 288	414 399

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	51 477	51 477
	31	51 477	51 477
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	2 800	1 972
	35	2 800	1 972
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		6 843
Taxes d'affaires	38		
	39		6 843
	40	54 277	53 449
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	41		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	42	7 000	6 720
Taxes d'affaires	43		18 606
	44	7 000	6 720
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	45		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	46		
	47		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48		
Autres	49		
	50		
	51	61 277	60 169
			79 534

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52		22 541
Sécurité publique			
Police	53		
Sécurité incendie	54		
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57	51 549	57 549
Enlèvement de la neige	58		66 924
Autres	59	15 375	15 375
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61		
Transport scolaire	62		
Autres	63		
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69	47 756	47 050
Réseaux d'égout	70		48 299
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72	13 000	
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		
Rénovation urbaine	83	101 080	
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86		
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88		
Réseau d'électricité	89		
	90	228 760	119 974
			137 764

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96	60 058	62 986
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	60 058	62 986

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	79 000	79 036	71 149
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		4 309	
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	79 000	83 345	71 149
TOTAL DES TRANSFERTS	139	307 760	263 377	271 899

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140		
Évaluation	141		
Autres	142		
	143		
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145		
Sécurité civile	146		
Autres	147		
	148		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150	47 900	47 985
Autres	151		50 591
Transport collectif	152		
Autres	153		
	154	47 900	47 985
47 900		47 985	50 591
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155		
Réseau de distribution de l'eau potable	156		
Traitement des eaux usées	157		
Réseaux d'égout	158		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	159	20 140	20 140
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	160	17 380	17 380
Tri et conditionnement	161		35 915
Autres	162		
Autres	163		
Cours d'eau	164		
Protection de l'environnement	165		
Autres	166		
	167	37 520	37 520
37 520		37 520	35 915
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176		
Activités culturelles			
Bibliothèques	177		
Autres	178		
	179		
Réseau d'électricité			
	180		
	181	85 420	85 505
85 420		85 505	86 506

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS			
Administration générale	182	60	101
Sécurité publique	183		
Transport			
Réseau routier	184		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	185		
Transport adapté	186		
Transport scolaire	187		
Autres	188		
Autres	189		
Hygiène du milieu	190		
Santé et bien-être	191		
Aménagement, urbanisme et développement	192		
Loisirs et culture	193		
Réseau d'électricité	194		
	195	60	101
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	85 565	86 607
IMPOSITION DE DROITS			
Licences et permis	197	800	952
Droits de mutation immobilière	198	1 500	6 034
Droits sur les carrières et sablières	199		3 386
Autres	200	100	
	201	2 400	6 986
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	900	951
INTÉRÊTS	203	3 900	8 072
AUTRES REVENUS			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206		
Contributions des promoteurs	207		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208		
Contributions des organismes municipaux	209		
Autres contributions	210		
Autres	211	3 500	8 538
	212	3 500	8 538

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	37 795	37 457		37 457	36 763
Application de la loi	2	1 200	752		752	1 133
Gestion financière et administrative	3	76 360	69 207	2 652	71 859	67 033
Greffe	4	3 700				225
Évaluation	5	9 730	8 724		8 724	9 387
Gestion du personnel	6					
Autres	7	14 578	14 577		14 577	11 819
	8	143 363	130 717	2 652	133 369	126 360
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	30 528	30 528		30 528	27 503
Sécurité incendie	10	49 238	49 892	16 297	66 189	42 586
Sécurité civile	11		1 703		1 703	1 888
Autres	12					
	13	79 766	82 123	16 297	98 420	71 977
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	61 690	87 917	96 021	183 938	157 806
Enlèvement de la neige	15	107 952	93 057	24 761	117 818	132 282
Éclairage des rues	16	4 800	3 994	1 164	5 158	5 558
Circulation et stationnement	17					
Transport collectif						
Transport en commun	18	412	412		412	2 225
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	174 854	185 380	121 946	307 326	297 871

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2014</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	8 371	8 601	44 285	52 886	51 703
Réseaux d'égout	26			3 616	3 616	3 615
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	26 852	26 913	10 503	37 416	26 401
Élimination	28	12 335	12 177		12 177	13 245
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	11 275	11 003		11 003	11 081
Tri et conditionnement	30	9 575	9 459		9 459	10 179
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	68 408	68 153	58 404	126 557	116 224
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	1 000	502		502	704
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44	1 000	502		502	704
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	18 958	20 062		20 062	14 655
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	8 670	32 112		32 112	34 186
Tourisme	49	516	516		516	549
Autres	50	24 950				7 065
Autres	51					
	52	53 094	52 690		52 690	56 455

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Non audité						
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	3 647				6 458
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 600	2 482		2 482	33 247
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56			2 458	2 458	2 458
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	6 000	6 000		6 000	6 054
	60	12 247	8 482	2 458	10 940	48 217
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62	3 255	5 291	6 942	12 233	9 564
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 255	5 291	6 942	12 233	9 564
	67	15 502	13 773	9 400	23 173	57 781
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
68						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	25 234	21 325		21 325	26 682
Autres frais	70	1 100	1 222		1 222	1 080
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72					
	73	26 334	22 547		22 547	27 762
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
74	202 650	208 699	(208 699)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Deloitte, S.E.N.C.R.L./s.r.l.
Comptables professionnels agréés
287 rue Pierre-Saindon
Bureau 402
Rimouski (Québec)G5L 9A7

1 CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A117960

DATE 2016-04-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		539 288
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		539 288

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	539 288
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>539 288</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	1 703	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>1 703</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>537 585</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	42 439 300
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	42 848 500
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	42 643 900

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	537 585
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	42 643 900
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 2 | 6 | 0 | 6 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	21 000	64 427
Ponts, tunnels et viaducs	7		98 022
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	101 080	
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	347 579	
Édifices communautaires et récréatifs	14	47 200	43 780
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		7 459
Terrains	20		
Autres	21		
	22	169 280	455 786
			105 481

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		
Autres infrastructures	27	64 427	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		98 022
Autres immobilisations	33	391 359	7 459
	34	455 786	105 481

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1				
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	804 183		353 033	451 150
	7	804 183		353 033	451 150
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	33 141			33 141
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	543 500		293 866	249 634
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	576 641		293 866	282 775
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	227 542		59 167	168 375
Prêts	23				
Autres	24				
	25	227 542		59 167	168 375
	26	804 183		353 033	451 150
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	()
Reclassement / Redressement	28				
	29	804 183		353 033	451 150

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	9 600	8 624	9 275
Autres	3	8 762	8 761	7 812
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	32 928	32 928	13 600
Sécurité civile	6			
Autres	7			5 521
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	412	412	2 225
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	362	362	176
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	9 186	9 186	7 883
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	200	182	171
Réseau d'électricité				
	24			
	25	61 450	60 455	46 663

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	39,00	42 847	6 600	49 447
Professionnels	2					
Cols blancs	3					
Cols bleus	4	4,00	40,00	73 143	10 017	83 160
Policiers	5					
Pompiers	6					
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	6,00		115 990	16 617	132 607
Élus	9	7,00		25 389	1 068	26 457
	10	13,00		141 379	17 685	159 064

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14	47 050				47 050
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	156 269	60 058			216 327
	17	203 319	60 058			263 377

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	752	27		53	752	79		105	752	131
Évaluation	2	8 724	28		54	8 724	80		106	8 724	132
Autres	3	121 241	29	2 652	55	123 893	81	60	107	123 833	133
	4	130 717	30	2 652	56	133 369	82	60	108	133 309	134
Sécurité publique											
Police	5	30 528	31		57	30 528	83		109	30 528	135
Sécurité incendie	6	49 892	32	16 297	58	66 189	84		110	66 189	136
Sécurité civile	7	1 703	33		59	1 703	85		111	1 703	137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	82 123	35	16 297	61	98 420	87		113	98 420	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	87 917	36	96 021	62	183 938	88		114	183 938	140
Enlèvement de la neige	11	93 057	37	24 761	63	117 818	89	47 985	115	69 833	141
Autres	12	3 994	38	1 164	64	5 158	90		116	5 158	142
Transport collectif	13	412	39		65	412	91		117	412	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	185 380	41	121 946	67	307 326	93	47 985	119	259 341	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147
Traitement des eaux usées	18	8 601	44	44 285	70	52 886	96		122	52 886	148
Réseaux d'égout	19		45	3 616	71	3 616	97		123	3 616	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	39 090	46	10 503	72	49 593	98	20 140	124	29 453	150
Matières recyclables	21	20 462	47		73	20 462	99	17 380	125	3 082	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	68 153	52	58 404	78	126 557	104	37 520	130	89 037	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157	502	172	187	502	202	217	502	232		
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233		
Autres	159		174	189		204	219		234		
	160	502	175	190	502	205	220	502	235		
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	20 062	176	191	20 062	206	221	20 062	236		
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237		
Promotion et développement économique	163	32 628	178	193	32 628	208	223	32 628	238		
Autres	164		179	194		209	224		239		
	165	52 690	180	195	52 690	210	225	52 690	240		
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	8 482	181	2 458	10 940	211	226	10 940	241		
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	5 291	182	6 942	12 233	212	227	12 233	242		
Autres	168		183	198		213	228		243		
	169	13 773	184	9 400	23 173	214	229	23 173	244		
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245		
	171	533 338	186	208 699	742 037	216	85 565	656 472	246	22 547	

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		1 414
Charges sociales	2		249
Biens et services	3	455 786	103 818
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	455 786	105 481

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	542 640	539 363
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	542 641	539 363
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	120 079	99 030
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(60 793)	(40 933)
Activités d'investissement	6	(299 884)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	47 200	(54 820)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(193 398)	3 277
Solde à la fin de l'exercice	12	349 243	542 640
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	100 512	45 692
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	100 512	45 692
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	(47 200)	54 820
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(47 200)	54 820
Solde à la fin de l'exercice	22	53 312	100 512
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 030	48 195
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 030	48 195
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	5 000	(11 129)
Activités d'investissement	27		(35 036)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	5 000	(46 165)
Solde à la fin de l'exercice	31	7 030	2 030

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	2015		2014	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir				
Solde au début de l'exercice	32	(36 254 )	(	(33 718))
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33			
Solde redressé au début de l'exercice	34	(36 254 )	(	(33 718))
Augmentation de l'exercice				
Avantages sociaux futurs				
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés	35	()	(()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007				
Régimes capitalisés				
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	(()
Autres	37	()	(()
Régimes non capitalisés	38	()	(()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites				
d'enfouissement	39	()	(()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	(()
Mesures transitoires relatives à la TVQ				
Utilisation du fonds général	41	()	(()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	(()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	(1 189 )	(	( 1 191)
Autres	44	()	(()
	45	(1 189 )	(	( 1 191)
Financement à long terme des activités de fonctionnement				
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	(()
Autre financement	47	()	(()
	48	(1 189 )	(	( 1 191)
Diminution de l'exercice				
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	1 345		1 345
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50			
	51	1 345		1 345
Solde à la fin de l'exercice	52	(38 788 )	(	(36 254))
Financement des investissements en cours				
Solde au début de l'exercice	53			
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54			
Solde redressé au début de l'exercice	55			
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(47 695)		
Virements				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57			
Excédent de fonctionnement affecté	58			
Réserves financières et fonds réservés	59			
	60	(47 695)		
Solde à la fin de l'exercice	61	(47 695)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs				
Solde au début de l'exercice	62	2 645 208		2 538 591
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63			
Solde redressé au début de l'exercice	64	2 645 208		2 538 591
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Affectations et virements				
Activités de fonctionnement	65			
Excédent de fonctionnement affecté	66			
Variation résiduelle de l'exercice	67	489 120		106 617
Solde à la fin de l'exercice	68	3 134 328		2 645 208

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution		
	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 8 | 9 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| 0 | , | 1 | 9 | 0 | 0 | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement
Eau	1	[] [] 7 [] 2 [] , [] 3 [] 5 [] \$
Égout	2	[] 2 [] 7 [] 6 [] , [] 1 [] 2 [] \$
Eau et égout	3	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] [] , [] [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] 1 [] 7 [] 5 [] , [] 0 [] 0 [] \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] [] , [] [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
-------------	------	-------------------	----------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	50 265	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	20	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 155 rue Principale
(no) (rue)
Saint-Eugène-de-Ladrière G0L 1P0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 869-2582
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 869-2582
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ladriere@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Madame Christiane Berger

Téléphone (418) 869-2582
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 869-2582
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ladriere@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 287 Pierre-Saindon, bureau 402
(no) (rue)
Rimouski G5L 9A7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 724-4136
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 723-3807
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sdoiron@deloitte.ca

Responsable du dossier Stéphane Doiron, CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Madame Christiane Berger , atteste que le rapport financier de Saint-Eugène-de-Ladrière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-04 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Saint-Eugène-de-Ladrière .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Eugène-de-Ladrière consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Eugène-de-Ladrière détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 208 362 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,2606 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-01 16:47:46

Date de transmission au Ministère : 2016/04/06

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Eugène-de-Ladrière

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	1 000 434	912 888	813 233
Investissement	2		60 058	62 986
	3	1 000 434	972 946	876 219
Charges	4	764 971	764 584	755 134
Excédent (déficit) de l'exercice	5	235 463	208 362	121 085
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	60 058 ) (	62 986)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	235 463	148 304	58 099
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	202 650	208 699	201 068
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10 (	318 689 ) (	244 034 ) (	202 204)
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	169 280 ) (	48 149 ) (	7 459)
Excédent (déficit) accumulé	12	49 856	53 259	49 526
Autres éléments de conciliation	13		2 000	
	14	(235 463)	(28 225)	40 931
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15		120 079	99 030

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Actifs financiers			
Débiteurs	1	185 588	163 863
Autres	2	243 713	667 781
	3	429 301	831 644
Passifs			
Dette à long terme	4	451 150	804 183
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	30 704	46 337
	7	481 854	850 520
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(52 553)	(18 876)
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	3 583 480	3 336 393
Autres	10	4 079	9 127
	11	3 587 559	3 345 520
Excédent (déficit) accumulé	12	3 535 006	3 326 644

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	349 243	542 640
Excédent de fonctionnement affecté			
- Remboursement DLT	14	33 141	33 141
- Matières résiduelles	15	20 171	20 171
- Budget 2015	16		47 200
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	53 312	100 512
Réserves financières	24	6 122	1 122
Fonds réservés	25	908	908
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26 (	(38 788)) (	(36 254))
Financement des investissements en cours	27	(47 695)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	3 134 328	2 645 208
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29		
	30	3 535 006	3 326 644

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	535 277	539 288	414 399
Compensations tenant lieu de taxes	2	61 277	60 169	79 534
Quotes-parts	3			
Transferts	4	307 760	203 319	208 913
Services rendus	5	85 420	85 565	86 607
Autres	6	10 700	24 547	23 780
	7	1 000 434	912 888	813 233
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		60 058	62 986
Autres	11			
	12		60 058	62 986
	13	1 000 434	972 946	876 219

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Budget 2015		Réalizations 2015		Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale					
Évaluation	1	9 730	8 724	8 724	9 387
Autres	2	133 633	121 993	2 652	124 645
Sécurité publique					
Police	3	30 528	30 528		27 503
Sécurité incendie	4	49 238	49 892	16 297	66 189
Autres	5		1 703		1 888
Transport					
Réseau routier	6	174 442	184 968	121 946	306 914
Transport collectif	7	412	412		412
Autres	8				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	9	8 371	8 601	47 901	56 502
Matières résiduelles	10	60 037	59 552	10 503	70 055
Autres	11				
Santé et bien-être	12	1 000	502		502
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	13	18 958	20 062		20 062
Promotion et développement économique	14	34 136	32 628		32 628
Autres	15				
Loisirs et culture	16	15 502	13 773	9 400	23 173
Réseau d'électricité	17				
Frais de financement	18	26 334	22 547		22 547
Amortissement des immobilisations	19	202 650	208 699	(208 699)	
	20	764 971	764 584		764 584
					755 134

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3